



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

23 AVR. 2013

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

G4
1 Fait S322
Fiche 322
à créer ?

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

SERVICE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
INDUSTRIEL ET AGRICOLE

Référence : PE/CD

Annecy, le 22 avril 2013

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Arrêté n° 2013112-0023

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.

Société DECHAMBOUX à La Roche-sur-Foron – prescriptions complémentaires
suite cessation d'activité

VU le Code de l'environnement et notamment le titre I^{er} du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et ses articles R.512-31, R.512-39-1 à R.512-39-4,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie,

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique,

VU l'arrêté préfectoral N° 1963-90 du 17 décembre 1990 autorisant la société DECHAMBOUX à exploiter une usine de régénération de solvants située rue d'Eteaux sur la commune de LA ROCHE SUR FORON,

VU le courrier du 6 mars 2009 par lequel la S.A. DECHAMBOUX informe monsieur le préfet de la Haute-Savoie de la fermeture définitive de son établissement susvisé,

VU le dossier de fermeture, joint au courrier du 6 mars 2009, réalisé par la société SITA REMEDIATION incluant un diagnostic des sols, *→ reçu le 3 mars 2009*

VU le rapport de la société SITA REMEDIATION daté du 27 mai 2010 intitulé « Etat des milieux, travaux de dépollution, diagnostic des eaux souterraines »,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 15 février 2013,

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques réuni le 13 mars 2013.

CONSIDERANT qu'au vu des concentrations en hydrocarbures et en solvants chlorés présentes dans les sols et les eaux souterraines au droit de l'ancien établissement industriel situé 31, rue d'Eteaux sur la commune de La Roche-sur-Foron, il convient que son dernier exploitant, la société DECHAMBOUX, identifie l'ensemble des sources de pollution présentes sur ce site ainsi que leurs impacts éventuels sur les différents milieux potentiellement affectés,

CONSIDERANT qu'il appartient à la société DECHAMBOUX, en qualité de dernier exploitant de l'établissement précité, de proposer des moyens de traitement permettant si possible de supprimer les sources de pollution précitées et leurs impacts sur les milieux ou de désactiver les voies de transfert entre ces sources et les personnes fréquentant le site ou son environnement,

CONSIDERANT qu'en cas d'impossibilité de suppression des sources de pollution ou de désactivation des voies de transfert, il appartiendrait à la société DECHAMBOUX de proposer des moyens de traitement permettant réduire au maximum l'exposition des personnes potentiellement exposées aux milieux impactés,

CONSIDERANT qu'il convient que la société DECHAMBOUX réalise une surveillance des eaux souterraines dans l'emprise et dans l'environnement de son ancien établissement de La-Roche-sur-Foron afin de suivre l'évolution de la qualité de ce milieu,

SUR proposition de monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie,

ARRETE

Article 1 - Objet

La société DECHAMBOUX, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé en Zone d'Activité Economique de Dragiez à La Roche-sur-Foron, est tenue de se conformer au présent arrêté relatif à son établissement situé rue 31, d'Eteaux sur la même commune, en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Article 2 - Identification des impacts

Article 2.1 - Etat des lieux et diagnostic : Afin d'identifier l'impact éventuel de la pollution constatée sur les milieux, la société DECHAMBOUX réalisera une étude comprenant au minimum les éléments suivants :

- une analyse historique du site permettant d'identifier les activités passées susceptibles d'être à l'origine de la pollution. Cette analyse présentera en particulier, de façon détaillée, les pratiques d'exploitation, les différents produits utilisés, les différents équipements qui étaient présents en précisant leur position exacte et notamment s'ils étaient situés en partie haute ou basse de l'établissement. Les éventuels incidents ou accidents d'exploitation seront en outre décrits et leurs conséquences sur l'environnement évaluées,
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement sur la base des éléments issus d'une visite des environs du site ainsi que des paramètres conditionnant les modes de transferts des polluants,
- un diagnostic des milieux (sols, eaux souterraines, superficielles et air si nécessaire). Ce diagnostic

permettra notamment de circonscrire les différentes pollutions constatées. Il précisera de façon claire la profondeur des sources et des différents écoulements d'eaux souterraines.

Les éléments déterminés lors des précédentes études conduites dans le cadre de la cessation d'activité de l'établissement seront être intégrés à ce volet « état des lieux et diagnostic ».

Les résultats seront représentés sous forme de schémas conceptuels, le but étant de cerner les enjeux importants à protéger. Ils seront comparés :

- pour les sols, au fond géochimique naturel local ou à l'état initial de l'environnement,
- pour les autres milieux, à des valeurs guides nationales ou internationales reconnues telles que celles définies dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé.

Cette étude doit ainsi permettre d'élaborer un bilan de l'état des milieux, incluant l'identification et la caractérisation des sources, l'extension de la pollution dans les milieux de transfert et d'exposition et la compréhension des mécanismes de transfert des polluants vers et dans ces milieux.

En cas de constat de pollution des eaux souterraines étendue aux ouvrages de prélèvement aval, d'autres ouvrages de prélèvement seront forés, afin de déterminer l'extension de la pollution.

Article 2.2 - A l'extérieur du site : Caractérisation de l'état des milieux

L'objectif principal est de s'assurer que les milieux étudiés hors site ne présentent pas d'écart par rapport à la gestion sanitaire mise en place pour l'ensemble de la population. Les usages réels des milieux ainsi que les modes plausibles de contamination seront étudiés. Les résultats seront représentés sous forme de schémas conceptuels, le but étant de cerner les enjeux importants à protéger.

Un recensement des cibles potentielles (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteintes par la pollution sera réalisé. Dans ce cadre, les zones déjà identifiées comme situées en aval hydraulique du site feront l'objet d'un examen approfondi pour déterminer notamment les occupations du sol et les modalités de construction des bâtiments telles que la présence de sous-sol.

Des mesures sur l'ensemble des milieux (milieux sources, milieux de transfert, milieux exposition...) seront réalisées et complétées, le cas échéant, par des modélisations pour orienter la recherche des zones impactées. Dans ce cadre, des mesures de teneurs en composés volatils dans l'air ambiant des bâtiments voisins du site et notamment dans les sous-sols seront réalisées ainsi que des analyses de l'eau d'adduction.

Les éléments déterminés lors des précédentes études conduites dans le cadre de la cessation d'activité de l'établissement seront intégrés à ce volet « caractérisation de l'état des milieux ».

Les résultats de ces mesures seront comparés pour chaque milieu :

- à l'état initial de l'environnement, aux milieux naturels voisins non affectés, au fond géochimique naturel,
- à des valeurs de gestion réglementaires pour les voies et les scénarios d'exposition pertinents identifiés dans le schéma conceptuel et en particulier, pour le milieu eau, aux valeurs prescrites par l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé : d'une part, les limites et références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine dans le cas d'une éventuelle exposition par l'ingestion d'eau, d'autre part, les limites de qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine si

la ressource en eau n'est pas utilisée mais doit être préservée pour un usage eau potable.

Dans le cas où il n'est pas possible de comparer les résultats d'analyse à des valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires sera menée. Les substances seront prises isolément, sans procéder à l'addition des risques.

Article 3 - Mesures de gestion

Article 3.1 - Mémoire de réhabilitation du site

A l'issue du diagnostic du site et de la caractérisation de l'état des milieux, un mémoire de réhabilitation sera proposé en prenant en compte l'usage futur du site tel qu'il aura été défini à l'issue des consultations prévues par l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

Un schéma conceptuel sera réalisé, le but étant de cerner les enjeux importants à protéger, en prenant en compte les pollutions mises en évidence à l'issue du diagnostic, les milieux de transfert et les différentes sensibilités de l'environnement.

Dans un premier temps, le traitement des points chauds de pollution sera réalisé.

Le mémoire de réhabilitation sera établi sur la base d'un bilan coûts-avantages en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, restrictions d'usage, etc).

Ce bilan devra permettre d'atteindre le meilleur niveau de protection de l'environnement, humain et naturel, à un coût raisonnable, tout en assurant la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Les coûts devront notamment considérer les durées de traitement.

Il conviendra de veiller à privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu, l'élimination des sources de pollution et des « points chauds »,
- en second lieu, la désactivation des voies de transfert.

Si après une comparaison de l'état des milieux hors du site aux valeurs réglementaires ou une évaluation quantitative des risques sanitaires, une incompatibilité était mise en évidence entre les usages et les milieux d'exposition, l'exploitant veillerait à restaurer la compatibilité de l'état des milieux hors du site avec les usages qui leur sont fixés.

L'étude comprendra en outre une synthèse technique et non technique.

Article 3.2 - Analyse des Risques Résiduels (ARR) au droit du site

Si, par des mesures de gestion à un coût raisonnable, il ne peut être supprimé tout contact entre les pollutions et les personnes, l'exploitant devra réaliser une analyse des risques résiduels.

Les calculs de risque seront réalisés à partir des concentrations résiduelles fixées dans le mémoire de réhabilitation.

Pour cela, on procédera à l'additivité des risques pour les substances à seuil ayant le même effet sanitaire sur le

même organe cible et les risques seront additionnés pour les substances ayant des effets sans seuil de dose.

Le résultat de cette analyse de risques résiduels devra garantir la compatibilité de l'état des milieux avec les usages futurs prévus. Le cas échéant, les mesures de gestion seront révisées jusqu'à l'obtention d'une exposition résiduelle acceptable.

A l'issue des étapes précédentes, l'exploitant s'assurera du maintien de l'efficacité des mesures de gestion retenues, par des dispositions de surveillance environnementale.

Article 4 - Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article:

Article 4.1 - Conception du réseau de forages

Sur la base d'une étude de l'hydrogéologie du site ou sur la base d'un cahier des charges dûment argumenté et soumis à l'inspection des installations classées, seront définis :

- le nombre d'ouvrages de prélèvement,
- leur lieu d'implantation,
- leur profondeur,

afin de connaître l'impact de la pollution du sol sur les eaux souterraines sur le site, en aval immédiat et en aval éloigné.

Article 4.2 - Réalisation des forages

Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

Article 4.3 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

En cas de présence de phases flottantes de certains composés, leur épaisseur sera mesurée et la phase dissoute de ces mêmes composés ne sera pas analysée, sauf à disposer d'un piézomètre adapté à cette mesure.

Article 4.4 - Nature et fréquence des analyses

L'exploitant veillera que les prélèvements et les mesures sur site soient réalisés :

- au moins une fois par an en période de hautes eaux et de basses eaux,
- le même jour.

Les paramètres ci-dessous feront l'objet des analyses et des mesures suivantes, à une fréquence mensuelle pendant les 6 premières campagnes puis à une fréquence trimestrielle :

- conductivité, pH, hauteur piézométrique,
- hydrocarbures totaux en détaillant les différentes fractions,
- 1,2-dichloroéthane, 1,1-dichloroéthène, cis 1,2-dichloroéthène, trans 1,2-dichloroéthylène, dichlorométhane, 1,2-dichloropropane, 1,3-dichloropropène, tétrachloroéthylène, tétrachlorométhane, 1,1,1-trichloroéthane, trichloroéthylène, chloroforme, chlorure de vinyle, bromoforme, hexachlorobutadiène,
- Métaux : arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb, nickel, zinc,
- PCB,
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques,
- benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes.

En fonction des résultats du suivi des eaux souterraines et des teneurs mises en évidence dans les sols :

- la liste des substances ainsi que la fréquence de surveillance, selon les ouvrages, pourront être modifiées sur proposition de l'exploitant accompagnée des éléments justificatifs et après accord de l'inspection des installations classées,
- l'inspection des installations classées pourra demander, par courrier, la création d'ouvrages de surveillance supplémentaires, la réalisation de campagnes d'analyses supplémentaires et l'ajout de substances à la liste des polluants surveillés.

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Article 4.5 - Echéances de mise en œuvre

L'exploitant devra respecter les échéances suivantes :

- Conception du réseau de piézomètres dans les conditions de l'article 4.1 : 1 mois,
- réalisation des ouvrages de prélèvement et des premières analyses : 3 mois.

Les résultats des analyses et des mesures du niveau piézométrique en cote NGF sont transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 6 semaines après la réalisation des prélèvements avec systématiquement les commentaires de l'exploitant sur l'évolution de la situation, sur les dépassements des valeurs de référence et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitudes (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec les résultats des mesures.

Article 4.6 - Durée de la surveillance

La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif défini en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Article 5 - Plan de surveillance quadriennal

Les mesures de gestion prescrites à l'article 3 seront accompagnées de la proposition d'un plan de surveillance quadriennal des milieux susceptibles d'être impactés. Il visera notamment à évaluer dans le temps l'efficacité des mesures de gestion retenues ainsi qu'à compléter ou modifier, les modalités de surveillance prescrites à l'article 4.

Article 6 - Choix des prestataires

Pour réaliser les études prescrites par le présent arrêté, la société DECHAMBOUX devra s'attacher les services

d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera transmis à l'inspecteur des installations classées pour information.

Article 7 - Echancier

Les conclusions des études et investigations prescrites aux articles 2, 3 et 5 devront être transmises sous un délai de six mois.

Le plan de surveillance qui sera proposé en application de l'article 5 sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées qui pourra, le cas échéant, demander à ce qu'il soit complété ou modifié au vu notamment des résultats du suivi des milieux.

Article 8 - Divers

Tous les frais occasionnés par les études, les analyses et les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Les délais du présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Article 9

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

La présente décision pourra être déférée au tribunal administratif :

- par le titulaire de l'autorisation dans un délai de deux mois à compter du jour où la présente décision lui aura été notifiée,

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 10

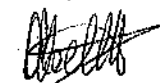
Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de La Roche-sur-Foron pendant une durée minimum d'un mois.

Article 11

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, le directeur départemental de la protection des populations et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise au maire de La Roche-sur-Foron.

Pour ampliation,
L'adjointe au chef de service

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Odile PETIT

Signé Christophe NOËL du PAYRAT

